



## COMMUNIQUE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE FO FONCTION PUBLIQUE

Réunies ce jour à Paris, les fédérations de la Fonction publique de l'Etat, de la Territoriale et de l'Hospitalière Force Ouvrière, avec leurs syndicats, rappellent leur totale opposition à la politique gouvernementale.

En moins de 10 mois, la fonction publique et ses agents ont subi des attaques de toutes parts et à tous les niveaux :

- **Sur les carrières** : la remise en cause programmée du Statut général et des statuts particuliers, déjà induite par PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations), à travers la volonté de décorrélérer la valeur du point d'indice par versants, et de supprimer l'automatisme de la carrière, ou le passage à l'échelon supérieur pour le réserver à une poignée d'agents au principe du mérite.
- **Sur le pouvoir d'achat** : le gel de la valeur du point d'indice appliqué dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la réinstauration du jour de carence en cas d'arrêt maladie (qui de plus stigmatise les fonctionnaires), la poursuite de l'augmentation des retenues pour pension, et le report des maigres mesures de PPCR.
- **Sur les conditions de travail** : l'annonce de la suppression de 120 000 postes sur le quinquennat, la réduction de moitié des contrats aidés, et l'introduction d'un dispositif organisant les licenciements dans l'hospitalière. Mais aussi de nouvelles réorganisations à prévoir avec le programme Action publique 2022 dont l'objectif est la privatisation ou l'abandon de missions de services publics.
- **Sur la protection sociale** : la fin du financement de la protection sociale collective par les cotisations salariales et patronales remplacées par l'augmentation de l'impôt qu'est la Contribution Sociale Généralisée (CSG). Au-delà du fait que cette augmentation n'est pas compensée de manière pérenne pour les fonctionnaires, cela aura pour conséquence à terme un déficit de financement pour l'assurance maladie. Cela entraînera des remboursements supplémentaires et un transfert de l'assurance maladie vers les complémentaires santé. De fait, seuls ceux qui pourront se payer une complémentaire santé seront correctement remboursés et bénéficieront de l'accès aux soins.

FO Fonction publique reste profondément attachée au Service public républicain de proximité fondé sur l'égalité des droits des usagers et des citoyens, comme elle est attachée au financement de la protection sociale collective par les cotisations salariales et patronales et au paritarisme.

Face à un tel constat remettant en cause notre modèle social, FO Fonction publique affirme sa détermination à tout mettre en œuvre pour défendre le service public, ses missions et les agents qui les portent. Dans le droit fil des mobilisations et grèves des 10 octobre et 16 novembre 2017, **FO Fonction publique soutient la journée de grève et de mobilisation dans les EPHAD le 30 janvier 2018.**

Elle appelle tous ses syndicats dans tous les secteurs à mettre en débat et en perspectives l'ensemble des moyens nécessaires pour préparer le rapport de force, capable de contrer cette politique néfaste pour les agents publics et les usagers.

Fait à Paris, le 11 janvier 2018